

REFERENCES

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

AR-DSP-2026-470

Arrêté concernant l'interdiction d'utiliser des eaux souterraines à des fins sanitaires par les détenteurs de captages sur une partie du territoire de la commune de Villeurbanne (Société SPEL)

LE MAIRE DE VILLEURBANNE

VU : le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire ;

VU : le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 et suivants relatifs à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU : le code de l'environnement, article L.211-5 ;

VU : l'arrêté municipal du 2 novembre 2009 de restriction d'usage pour les détenteurs de forages et puits privés situés à proximité du site SPEL ;

VU : l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2024-30 du 20 février 2024 portant création de secteurs d'information sur les sols (SIS) dans le Rhône ;

VU : le rapport d'expertise PROJ-18-01677-rapport n°7 réalisé par le bureau d'études Conseils & Environnement dans le cadre de la réalisation d'un suivi semestriel des milieux sur deux ans du site SPEL (de juin 2019 à décembre 2020) ;

VU : le courrier de la Préfète du Rhône à monsieur le Maire de Villeurbanne en date du 16 juin 2023 demandant par principe de précaution de mettre à jour l'arrêté municipal concernant la restriction de l'usage des eaux souterraines (boisson, préparation des repas et lavage de la vaisselle, toilette du corps et lavage du linge, arrosage des espaces verts, jardins potagers et remplissage des piscines) par les détenteurs de captages ;

CONSIDERANT : les teneurs significatives en solvants chlorés dans les eaux souterraines au droit du site SPEL et leur déplacement en panache, vers l'aval du site ;

CONSIDERANT : que le panache de pollution n'est pas entièrement situé dans le périmètre défini en 2009 ;

CONSIDERANT : que cette situation représente un danger potentiel pour la santé des usagers de captages sur ce secteur ;

CONSIDERANT : qu'il y a lieu de prendre les mesures de police dictées par les circonstances et d'adapter le périmètre de restriction des usages pour les eaux souterraines ;

SUR : proposition de la Préfète du Rhône ;

DIRECTION GÉNÉRALE
ANIMATION ET VIE SOCIALE

DIRECTION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE

accueil

27 rue Paul-Verlaine

standard 04 78 03 67 73

adresse postale

mairie de villeurbanne

service sante environnementale

cs 65051

69601 villeurbanne cedex

standard 04 78 03 67 67

vos démarches en ligne

www.villeurbanne.fr

ARRETE

ARTICLE 1

Est ordonné l'interdiction d'utiliser les eaux souterraines à des fins sanitaires (boisson, préparation des repas et lavage de la vaisselle, toilette du corps et lavage du linge, arrosage des espaces verts, jardins potagers et remplissage des piscines) par les détenteurs de captages sur la zone définie sur la carte annexée au présent arrêté.

Les usages cités précédemment sont possibles si les eaux proviennent du réseau d'eau potable.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera porté à la connaissance des administrés par affichage en mairie. Le présent arrêté sera notifié par courrier aux propriétaires des parcelles cadastrales suivantes :

- BI 80 ;
- BH 135, 138 à 141, 171, 196 à 199 ;
- BK 56 à 63, 66 à 73, 75, 79 à 81, 84 et 85, 88 à 90, 96 à 98, 104, 132, 134, 146 et 147, 150 à 152, 154 à 157, 159 à 161, 163 et 164, 182, 186 à 190, 193, 195 à 199, 203 à 214
- BE 1 et 2, 12 à 17, 19, 21, 23, 25 à 38, 40, 44, 46 à 52, 54 à 60, 62 à 78, 92 à 96, 104 à 114, 116 à 119, 139 à 141, 145, 147 et 148, 151 à 154, 160, 162 et 163, 283 et 284, 295, 305 à 319, 322 et 323, 374, 376, 390, 393 et 394, 397 et 398, 403, 405 à 407, 411 et 412, 415 à 419, 421, 423 et 424, 428 et 429, 432

ARTICLE 3

Conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, et sans préjudice du recours gracieux qui s'exerce dans le même délai, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03) ou être saisi par l'application informatique « Télérécourse Citoyens » (accessible par le site internet www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 4

L'arrêté municipal du 2 novembre 2009 concernant les restrictions d'usage de la nappe phréatique liées à la pollution du site SPEL est abrogé.

ARTICLE 5

Le maire de Villeurbanne et, la directrice de Santé Publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'ampliation sera faite à Madame la Préfète du Rhône, à Monsieur le Directeur de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes et à Monsieur le directeur de l'Agence Régionale de Santé.

Villeurbanne, le 13 OCT. 2026

Cedric Van Styvendael